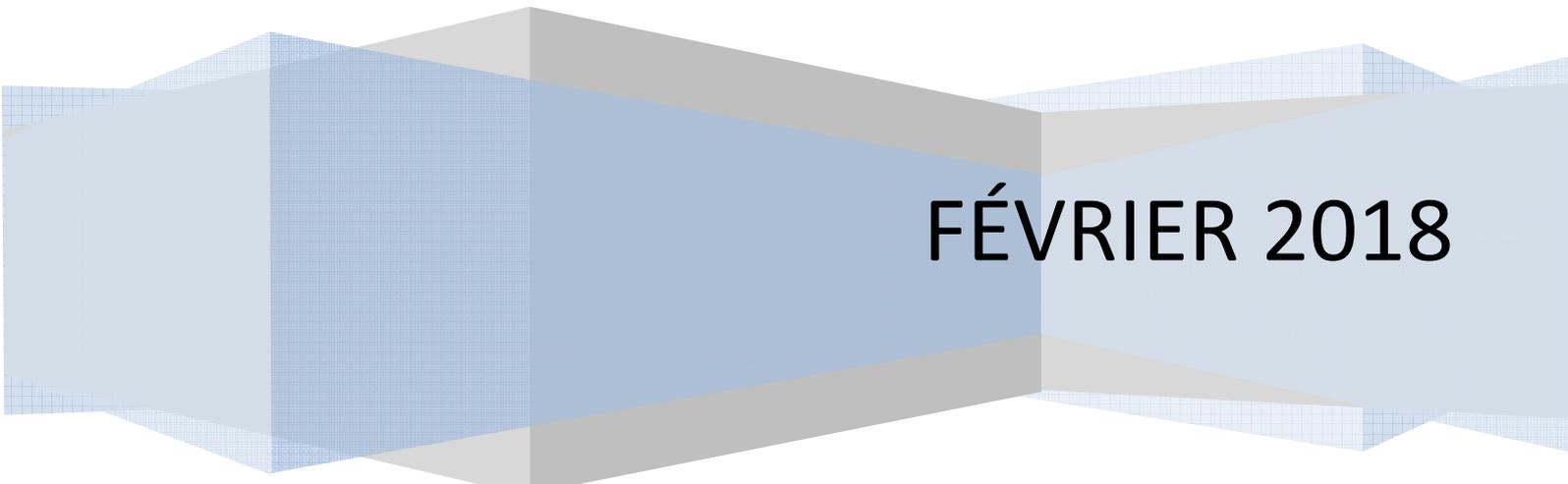


REVUE DE PRESSE

PROTOCOLE

Violences faites aux femmes

DIRECTION DE LA COMMUNICATION



FÉVRIER 2018

- France 2 - Journal de 20 heures du 25/01/2018
Violences faites aux femmes, ces médecins qui enquêtent
Reportage sur l'étude TRAQUE de repérage des violences faites aux femmes
(Sujet filmé dans les deux services UMJ et Gynécologie du GHEF)
- RÉSEAU VIF ACTU – La lettre d'information du réseau violences intrafamiliales de la CAPM – 2018 / **Numéro Spécial : Les violences conjugales**
- Le JDD du 27/12/ 2017
A Marne-la-Vallée au chevet des victimes de violences
- LE MONDE du 25/04/2017
Violences conjugales : « J'ai honte de ce que j'ai fait »
- Compte twitter de la **Préfecture de Seine-et-Marne (@Pref77)** du 30/11/2017
Retour sur les ateliers mis en place au Grand Hôpital de l'Est Francilien –Site de Marne-la-Vallée dans le cadre du Tour de France de l'Égalité. Protocole TRAQUE
- **Tour de France de l'Égalité**
Post sur Facebook du 23/11/2017
- Documentaire audio – France Culture du 19/12/2016
Les combattantes : sortir des violences faites aux femmes - Après le silence
(2/4) du 20/12/2016
- Le Parisien du 26 novembre 2015
Le personnel de l'hôpital de Marne-la-Vallée formé au dépistage
- Manifestation CEGORIF 2018
- Formations :
Violences Conjugales : 4 décembre 2014

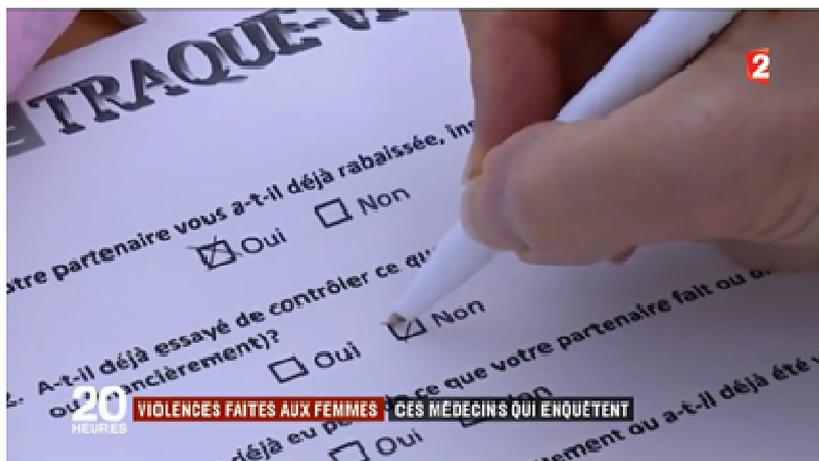
- **France 2 - Journal de 20 heures du 25/01/2018**
Violences faites aux femmes, ces médecins qui enquêtent

Reportage sur l'étude TRAQUE de repérage des violences faites aux femmes
(Sujet filmé dans les deux services UMJ et Gynécologie du GHEF)

https://www.francetvinfo.fr/societe/violences-faites-aux-femmes/violences-faites-aux-femmes-ces-medecins-qui-enquetent_2579572.html

Violences faites aux femmes : ces médecins qui enquêtent

France 2 est partie à la rencontre des médecins de l'unité médicojudiciaire, qui recueillent les témoignages de femmes ayant subi des violences de la part de leur conjoint.



FRANCE 2

France 2
France Télévisions

Mis à jour le 25/01/2018 | 23:39
publié le 25/01/2018 | 22:27

PARTAGER

Au sein de du Grand hôpital de l'Est francilien (réparti sur trois sites en Seine-et-Marne), l'unité médicojudiciaire reçoit chaque jour de nouveaux signalements de femmes battues. Le médecin légiste qui y officie est le seul à pouvoir constater les violences qu'elles ont subi. "Il faut vraiment insister sur un repérage le plus précoce possible", explique le docteur Bernard Marc. Dans le cas de cette femme récemment battue venue le consulter, le

LES AUTRES JT DE FRANCE 2

8
HEURES

13
HEURES

LES TITRES



Meurtre d'Alexia Daval : ce que l'on sait de Jonathann Daval, le mari au cœur de l'enquête dans la mort de la joggeuse



DIRECT, Interpellation du mari d'Alexia Daval : la garde à vue de Jonathann Daval se poursuit

SITE de MEAUX (siège social)
6-8 rue Saint-Fiacre – BP 218
77104 Meaux cedex
standard : 01 64 35 38 38

SITE de MARNE-LA-VALLÉE
2-4 Cours de la Gondoire
77600 Jossigny
standard : 01 61 10 61 10

SITE de COULOMMIERS
4 rue Gabriel Péri
77527 Coulommiers cedex
standard : 01 64 65 37 00

DES URGENCES MÉDICO-JUDICIAIRES AU SERVICE DES VICTIMES DE L'EST FRANCILIEN



"La médecine légale, à l'interface de la médecine, de la justice et du social, est la médecine des situations de violence de toutes natures, à laquelle contribuent médecins légistes, psychologues cliniciens et infirmières avec des rôles différents et complémentaires.

Prendre conscience dans notre environnement propre du problème des violences et des réponses à leur apporter s'inscrit dans le plan beaucoup plus large de la campagne mondiale de l'O.M.S. pour la prévention de la violence, issue du Rapport mondial sur la violence et la santé, en mettant l'accent sur le rôle crucial que peut jouer la santé publique en s'attaquant à ses causes et conséquences.

La médecine légale rencontre cette violence, problème de santé publique, dans des situations qui concernent des victimes tout aussi nombreuses que différentes : les enfants victimes de violences physique, sexuelle et psychologique, ou de carences de soins, les personnes âgées subissant les mauvais traitements infligés par les personnes en charge d'elles dans le milieu familial et institutionnel, les femmes victimes de la violence exercée par des partenaires intimes (dite « violence conjugale ») et les victimes des deux sexes et de tous âges subissant toutes les formes de la violence sexuelle.

Le rôle du service des Urgences Médico-Judiciaires du Grand Hôpital de l'Est Francilien, au sein du site hospitalier de Marne-la-Vallée est de recevoir toutes victimes de violences, physiques, psychiques et sexuelles, avec un accueil médical 24h/24 et un accueil psychologique 6 jours sur 7, assuré par des praticiens qualifiés et spécialistes des évaluations victimologiques.

En 2017, des extensions territoriales aux sites de Meaux et de Coulommiers, en coopération avec les réseaux locaux d'aide aux victimes, devraient apporter une réponse médico-psycholégale plus accessible et une réponse plus facile aux besoins de toutes les victimes du Nord Seine-et-Marne qui peuvent avoir besoin d'une prise en charge médico-judiciaire hospitalière."

D^r Bernard MARC
Chef de service U.M. J.
Médecin référent V.F.F.
bmarc@ch-marnelavallee.fr

- Le JDD du 27/12/2017

A Marne-la-Vallée au chevet des victimes de violences

<http://www.lejdd.fr/societe/a-marne-la-vallee-au-chevet-des-victimes-de-violences-3530258>

ACCUEIL / SOCIÉTÉ

À Marne-la-Vallée, au chevet des victimes de violences

🕒 13h00, le 27 décembre 2017

REPORTAGE JDD À Marne-la-Vallée, les médecins de l'unité médico-judiciaire expertisent des patients de 6 mois à 95 ans victimes de violences.



Le Dr Bernard Marc, chef de service de l'unité médico-judiciaire, examine un patient au Groupe hospitalier de l'Est francilien à Jossigny (Seine-et-Marne). (Bernard Bisson pour le JDD)

SITE de MEAUX (siège social)
6-8 rue Saint-Fiacre – BP 218
77104 Meaux cedex
standard : 01 64 35 38 38

SITE de MARNE-LA-VALLÉE
2-4 Cours de la Gondoire
77600 Jossigny
standard : 01 61 10 61 10

SITE de COULOMMIERS
4 rue Gabriel Péri
77527 Coulommiers cedex
standard : 01 64 65 37 00

Chaque année, sous la houlette du Dr Bernard Marc, l'équipe de sept légistes, trois psychologues, trois infirmières et deux secrétaires de l'unité médico-judiciaire (UMJ) du Groupe hospitalier de l'Est francilien réalise 4.000 examens physiques médico-légaux et 300 expertises psychologiques. Des victimes lui sont adressées sur requête de la justice après dépôt de plainte, parfois en urgence comme dans les cas de viol. Elle traite aussi des auteurs de crimes ou délits en garde à vue. Le certificat médico-légal établi ici est crucial pour la suite de leur parcours judiciaire. Il nourrit la plainte et aide le magistrat à qualifier les faits. C'est parfois le début d'une reconstruction. Le *JDD* a passé vingt-quatre heures avec ces "légistes du vivant" qui prennent le pouls de la société et de ses maux.

Une piétonne renversée par un bus

Le visage figé derrière ses lunettes, une quinquagénaire s'assied face au Dr Marc. Il y a neuf mois, en allant au travail, elle a été renversée par un bus au passage piéton. Cette assistante en logistique ne se souvient de rien. Juste du réveil, traumatisant, en réanimation. Sa fracture de la clavicule est guérie, mais de graves lésions neurologiques lui ont valu trois mois d'hospitalisation. Elle souffre de surdité, de troubles de la mémoire, de l'équilibre et de la parole, malgré une r education intense avec ergothérapeute, neuropsychologue et orthophoniste. Elle ne distingue plus le salé du sucré. "La colère, je ne l'ai plus. Je suis triste", glisse-t-elle. Le Dr Marc, lui, souligne ses progrès. Il étudie ses scanners et demande au service de radiologie une reconstruction 3D du crâne. "Dans mon rapport, mon but est de rendre les lésions lisibles par des non-initiés : policiers, avocat ou juge", explique le légiste, qui s'assure que la victime est assistée d'un avocat. "Même s'il n'a pas fui, le conducteur passera en correctionnelle car vos séquelles sont lourdes. Je mets une ITT au sens pénal, qui évalue la gêne dans votre vie courante, au moins égale à votre hospitalisation. Soit cent jours, auxquels j'ajoute la souffrance psychologique. Ce "chiffrage"  clairera le juge."

Une mère de famille étranglée par son ex

Les cheveux en chignon, une élégante femme de 45 ans prend place. Elle s'est séparée il y a un mois du père de ses quatre enfants. "Il y a dix jours, il m'a ramené les enfants. Il voulait qu'on parle. En fait, il m'a poussée sur le lit et étranglée, il appuyait ses mains sur ma gorge, je ne respirais plus. J'ai voulu le repousser mais il était trop fort. Il m'a lâchée quand les enfants sont arrivés. Il a attrapé le petit de 3 ans, il le tirait d'un côté, moi de l'autre. C'était horrible." Tremblante, elle décrit la pression, les menaces, les SMS toute la nuit. Ces actes ne laissent pas toujours de traces, souligne le Dr Marc, mais leur retentissement psychologique est fort et doit figurer dans l'expertise. Dans le bureau voisin, le Dr Daniel Epain reçoit une femme au récit tristement similaire. "Giflée, plaquée au mur, son ex serrait son cou avec sa main. Outre la sensation d'étouffer, c'est le regard de haine de l'homme qui traumatise." Les violences volontaires par conjoint ou ex-conjoint représentent un tiers des consultations à l'UMJ.

Une fille de 10 ans violée par son père

Elle porte un sweat à capuche et s'agrippe à sa boîte de Tic-Tac. A 10 ans, scolarisée en CE2, elle a confié à des copains et à des instituteurs avoir été violée par son père. Les faits dureraient depuis trois ans. La psychologue, Isis Hanafy, doit déterminer si des troubles affectent son témoignage et mesurer le retentissement psychologique des faits. Aux policiers, la fillette a dit qu'elle avait "un truc à parler", que son père lui a "fait mal dedans" avec "son truc"... Les viols incestueux sont rares, mais le légiste est formel : "Il y a eu un passage, on a des lésions. L'hymen est perforé." Face à la psy, la fillette paraît distraite, sans émotion. Ses baskets s'agitent sous sa chaise quand elle évoque ses parents. Depuis leur séparation il y a trois ans, elle a vécu avec ses frères dans un logement insalubre, chez ce père sans emploi. Leur mère les a repris l'été dernier, quand la police est intervenue sur un appel de l'aîné dénonçant l'alcoolisation du père.

"C'est très grave ce que je vais vous raconter", avertit la fillette. Elle répète et précise les actes décrits dans sa plainte. Son père lui aurait fait boire des "dicaments" dans du café ou de l'alcool avant de lui infliger des actes sexuels. "Le

lundi, le mardi, tous les jours parfois." Il regardait des "films d'horreur" – des pornos – et "recopiait" les scènes sur elle en lui faisant croire à un jeu. Il l'aurait tapée sur le sexe et le sein, menacée d'un couteau... Pour cerner le contexte familial, la psy reçoit ensuite la mère, une quadragénaire qui se lance dans une logorrhée de détails et de dates. Elle dépeint son ex-concubin en manipulateur adepte du porno, fétichiste de "ce qui sent mauvais". Elle s'exonère de toute responsabilité, ne parle jamais de sa fille ni des viols. "Je réalise, mais je réalise pas", répond-elle quand Isis Hanafy le lui fait remarquer. Il faudra deux jours à la psy pour "décanter" et livrer un rapport d'évaluation de 10 pages sans appel : la jeune fille est jugée crédible, et le retentissement psychologique d'intensité "très forte et constante", "parfaitement compatible" aux viols incestueux révélés.

Une femme agressée sexuellement

La quadragénaire avance tête basse. Sous les mèches blondes, les joues sont rougies par les larmes. Elle arrive en jogging, ni douchée ni changée depuis son agression sexuelle, quelques heures plus tôt. "En trois jours, c'est la cinquième", souffle le légiste en sortant de la salle d'examen gynécologique, deux heures plus tard. Dans cette pièce sans fenêtres aux murs, l'examen se déroule toujours en présence d'une des infirmières de l'UMJ. Pour la victime, elles sont un visage auquel s'accrocher lors de leur récit des faits au médecin – souvent masculin. "Elles s'adressent à nous et livrent parfois des détails qui ne sont pas dans la plainte. C'est un travail d'équipe", raconte Agnès, une infirmière.

Après les mots, le corps. L'examen se fait par parties, le haut puis le bas. "La victime n'est jamais totalement nue et ne voit pas le médecin qui reste derrière un champ médical. Elle vient de vivre l'agression, elle se perçoit souvent comme "sale". Nous, notre métier, c'est de chercher la vérité", explique le légiste. Avec un colposcope, il traque la moindre trace. Le mode opératoire est-il compatible avec les lésions? Y a-t-il de l'ADN (sperme, poils) ou des éléments connus du seul auteur? Un jour, en identifiant l'empreinte des touches du téléphone qu'un auteur avait pressé dans le vagin de sa victime, le médecin a permis aux policiers de remonter jusqu'à l'homme.



Par **Juliette Demey**

[Suivre @juliettedemey](#)

- LE MONDE du 25/04/2017
Violences conjugales : « J'ai honte de ce que j'ai fait »

Violences conjugales : « J'ai honte de ce que j'ai fait »

« Le Monde » a pu suivre neuf hommes condamnés pour violence envers leur conjointe, qui, dans le cadre de leur peine, doivent effectuer un stage de responsabilisation.

LE MONDE | 25.04.2017 à 06h42 • Mis à jour le 25.04.2017 à 14h37 | Par Gaëlle Dupont ([journaliste/gaëlle-dupont](#))



Groupe de parole d'auteurs de violences conjugales à la direction de l'administration pénitentiaire à Meaux (Seine-et-Marne), fin mars. PHILIPPE BRAULT POUR "LE MONDE"

Neuf hommes sont assis autour de tables collées les unes aux autres, comme pour une réunion de travail. C'en est une, mais d'un genre particulier. Nous sommes à Meaux, dans l'une des antennes du service pénitentiaire d'insertion et de probation de Seine-et-Marne.

Ces hommes qui ne se connaissent pas la veille s'apprêtent à passer leur deuxième journée ensemble. Ils sont la face cachée des violences conjugales, celle dont on ne parle jamais : les auteurs. Tous ont été condamnés pour avoir frappé leur conjointe. Participer à un stage de responsabilisation de trois jours fait partie de leur peine. *Le Monde* a été autorisé à y assister, à condition de protéger l'anonymat des personnes présentes.

Chacun est invité à raconter ce qui l'a amené entre les murs de cet immeuble administratif des bords de Marne. Kevin (tous les prénoms ont été modifiés), 26 ans, se lance. « *Ça a toujours été conflictuel entre moi et ma conjointe, commence le jeune homme aux yeux clairs. J'ai reçu beaucoup d'insultes. J'ai dépassé les limites en étant violent avec elle.* »

Il explique que, selon lui, c'est aux femmes de faire la cuisine. « *Je comptais toujours sur elle, ça a dégénéré, je lui ai mis des baffes, des coups de pied.* » Il se dit violent « *de base* ». « *J'étais un petit merdeux, un délinquant. Dans les quartiers, faut faire ses preuves, je me suis toujours débrouillé par la violence.* » Il ne connaît pas son père. « *Il a voulu me noyer quand j'étais bébé.* »

« J'ai fait des erreurs »

Les autres le coupent : « *Mais ça, c'est la version de ta mère, comment tu sais qu'elle dit la vérité ?* » Ils se méfient de ce que disent les femmes. Mais Kevin défend sa mère et reprend : « *Avec ma conjointe, on attend la fin de la mesure d'éloignement et on va se remettre ensemble. J'ai fait des erreurs, je ne veux pas les reproduire.* »

C'est exactement ce pourquoi il est là : ne pas recommencer. C'est à Meaux qu'a été mis au point en 2012 le premier stage destiné aux auteurs de violences conjugales, sous la forme d'une expérimentation destinée à l'origine à des volontaires. Il a depuis été introduit dans la loi et étendu à d'autres départements.

Lire notre enquête : Ces plaintes de femmes violentées refusées ou bâclées ([/police-justice/article/2017/03/08/ces-plaintes-de-femmes-violentees-refusees-ou-baclees_5091158_1653578.html](https://police-justice/article/2017/03/08/ces-plaintes-de-femmes-violentees-refusees-ou-baclees_5091158_1653578.html))

« *Le but est de créer une réflexion entre pairs, complémentaire du suivi individuel, afin de changer les représentations qu'ils ont des rapports entre hommes et femmes et d'eux-mêmes, explique M^{me} Biet, conseillère pénitentiaire d'insertion à Meaux. Beaucoup ne se considèrent pas comme violents. Le groupe peut aider à dépasser des blocages.* »

Le premier jour, le substitut du procureur de Meaux, Jean-Baptiste Bougerol, lunettes carrées, costume et cravate, avait inauguré l'exercice. Face à lui, des hommes âgés de 26 à 54 ans, de toutes les couleurs de peau, de tous les gabarits : des musclés et tatoués, des fluetts à lunettes. L'un d'eux porte une cravate, les autres finiront par le surnommer en rigolant « *le cadre* ».

Une femme tuée tous les trois jours

Ils ont été condamnés à des peines de deux mois de prison avec sursis et mise à l'épreuve, pour la plus légère, jusqu'à huit mois ferme aménageables, pour la plus lourde. Quatre sont récidivistes.

« *Les violences conjugales font partie des grandes causes qui mobilisent les policiers, les magistrats, les médecins, les services sociaux, déclare M. Bougerol. Une femme décède tous les trois jours sous les coups de son conjoint. Les violences se déroulent souvent en présence d'enfants qui sont traumatisés.* »

Les condamnés protestent. A entendre nombre d'entre eux, ils n'ont rien fait, ou presque. Ils ont « *poussé* », « *donné une tape* », « *collé au mur* », « *attrapé* ». En outre, ils ont été « *provoqués* ». Ousmane, 34 ans, défend sa cause : au milieu de la nuit, il a eu envie de faire l'amour et a réveillé sa femme d'un coup de coude. Elle ne voulait rien entendre et l'a giflé. « *J'étais obligé de répondre !* s'exclame-t-il. *Je n'ai pas réfléchi.* »

C'est l'hôpital où elle s'est rendue qui a fait un signalement. « *Les disputes conjugales, c'est normal, martèle le magistrat. La limite à ne pas franchir, c'est la violence. Ce qui vous paraît une réaction classique n'est pas celle de la majorité des gens.* »

« Tout le monde peut faire ça »

Le docteur Bernard Marc, chef de l'unité médico-judiciaire (UMJ) de Chessy-Marne-la-Vallée, prend la relève l'après-midi. Le médecin légiste est venu avec des photos de cadavres : deux corps baignant dans une mare de sang, une femme carbonisée. Sur les 3 000 victimes examinées à l'UMJ chaque année, 1 000 sont victimes de violences conjugales. « *Chaque année, dans le département, on a deux scènes de crime avec parfois l'auteur qui s'est tué ensuite, lance-t-il. Ce ne sont pas des malades psychiatriques, tout le monde peut faire ça.* »

Protestations dans l'assistance. « *Quand ça va mal, on a recours à l'alcool, au cannabis,* reprend le docteur. *Ça favorise le passage à l'acte.* » Yann, 30 ans, qui a frappé deux fois sa copine actuelle, le reconnaît. « *J'avais l'alcool méchant,* dit-il. *Dans l'état où j'étais, j'aurais pu la passer par la fenêtre.* » Il a désormais arrêté de boire. « *J'ai honte de ce que j'ai fait* », ajoute-t-il.

Lire notre compte-rendu de tchat avec l'avocate Isabelle Steyer : « Le problème majeur est la formation de tous les intervenants » ([/societe/article/2017/03/08/violences-faites-aux-femmes-le-probleme-majeur-est-la-formation-de-tous-les-intervenants_5091252_3224.html](https://societe/article/2017/03/08/violences-faites-aux-femmes-le-probleme-majeur-est-la-formation-de-tous-les-intervenants_5091252_3224.html))

Deuxième jour. En attendant l'arrivée de l'intervenante, des « stagiaires » devisent sur les qualités comparées des chariots élévateurs qu'ils pilotent au travail. Ils sont cariste, chauffeur, plombier, agent de sécurité, magasinier... « *Les violences conjugales ont lieu dans tous les milieux, leur*

expliquera un peu plus tard la sociologue Natacha Chetcuti-Osorovitz. Mais le contrôle social et judiciaire est plus fort sur les classes populaires. »

A tour de rôle, chacun livre son récit. « *Ma compagne était enceinte de sept mois, relate Stéphane, 31 ans. Elle a pétié les plombs parce que ça sentait la cigarette chez nous. Elle supportait pas l'ami que j'avais ramené. Elle voulait que je dégage. Je l'ai attrapée par les bras, j'étais alcoolisé. Les voisins ont appelé la police, je suis parti en garde à vue.* » « *Aujourd'hui, le vent souffle du côté des femmes* », commente d'un ton fataliste Sékou, 39 ans.

« **Choc carcéral** »

« *Ma couleur de peau était trop foncée pour ma belle-famille, explique à son tour Lionel. J'ai beaucoup pris sur moi.* » Une infidélité a provoqué la crise qui a conduit aux coups. Pierre, 52 ans, relate ses deux licenciements, son angoisse devant les factures à payer, sa chute dans l'alcool, la drogue et les cachets.

Et le « *choc carcéral* » en garde à vue. « *Quand ma femme a porté plainte, je lui en ai voulu, mais ça m'a ouvert les yeux, poursuit-il. Si la police n'était pas venue j'aurais continué.* » Les hommes s'interpellent, se comparent, commentent.



Groupe de paroles d'auteurs de violences conjugales à la direction de l'administration pénitentiaire à Meaux (Seine-et-Marne), fin mars. PHILIPPE BRAULT POUR LE MONDE

Beaucoup s'assimilent à une « *cocotte-minute* », à une « *marmite* » : « *J'encaisse, j'encaisse, et puis j'explose.* » « *C'est quoi être un homme ?* », interroge M^{me} Chetcuti-Osorovitz. *Est-ce que c'est vivre avec l'autre en encaissant le désaccord, ou chercher un consensus ? Dans vos récits, la violence est une norme par laquelle on se fait respecter. L'utiliser, c'est instaurer un rapport de domination avec l'autre, imposer sa loi. La question n'est pas "à qui la faute", mais qu'est-ce que je fais de mon propre rapport à la violence, d'éviter de la justifier, de prendre conscience de sa source.* »

« Mesure de protection des victimes »

Dernier jour, changement de décor. Les neuf se retrouvent au Musée de la Grande Guerre de Meaux. A priori, le conflit de 14-18 paraît hors sujet. Mais ce n'est pas le cas. La visite a un fil conducteur : le rôle des femmes, appelées à remplacer au travail les hommes et les chevaux partis

au front. « *Tout d'un coup, elles gèrent tout et démontrent qu'elles sont capables de faire la même chose que les hommes* », explique au groupe le médiateur culturel Stéphane Jonard.

A la sortie, Kevin est énervé, il aurait préféré qu'on lui parle des canons. D'autres cogitent. « *Quand tu es petit, si tu pleures on te dit que tu es faible comme une fille, relève Sekou. Ce qui est guerrier est associé à l'homme. Tout cela est construit de toutes pièces, elles ont les mêmes capacités.* »
« *Les femmes n'avaient rien*, commente Lionel. *Elles ont dû se battre pour obtenir des choses qu'on considère comme normales.* »

Pour la dernière après-midi, le psychologue Alain Legrand en remet une couche : « *Qu'est-ce que l'égalité ? Avoir les mêmes droits.* » M. Legrand œuvre comme un bénédictin depuis trente ans à la prise en charge des auteurs de violences conjugales. Il intervient dans plusieurs stages comme celui-ci, anime des groupes de parole, reçoit en consultation à l'association de lutte contre les violences, à Paris, et préside la Fédération nationale de lutte contre les violences conjugales et familiales (Fnacav).

« *Je travaille à perte, dit-il. Je n'ai pas de moyens. Il y a encore une réticence à prendre en charge ces hommes, comme s'il ne fallait rien faire pour eux. C'est pourtant une mesure de protection des victimes d'éviter la récurrence et la transmission de la violence entre les générations.* »

Retours « très positifs »

Le psychologue laisse libre cours à la conversation et, d'une phrase, aborde les points sensibles. « *En tant qu'adulte, on peut exister sans l'autre* », glisse-t-il. Pour nombre de ces hommes, rompre avec leur conjointe n'est pas une option.

« *Je ne veux pas faire la même erreur que mon père, ne pas être présent pour mon enfant* », affirme ainsi Kevin. « *C'était la femme de ma vie, la mère de ma fille, je ne voulais pas d'une famille recomposée* », renchérit Daniel, qui a fini par se résoudre à la séparation. La solitude n'est pas plus désirée. « *Je n'ai jamais envisagé de vivre seul*, reconnaît Marc, 54 ans. *Je n'arrive pas à m'autogérer.* » « *Se placer au boulot, trouver la femme de sa vie, l'enfant, la maison, c'est ça la réussite* », résume Yann.

A la fin du stage, ils se dispersent rapidement, repris par leurs vies. Les trois jours ont-ils pu ébranler leurs certitudes ? « *La violence n'a pas sa place dans le couple* », acquiesce Ousmane. « *Je tourne la page*, dit Daniel à M^{me} Biet, qui est venue saluer le groupe. *Vous ne me reverrez pas.* » Kevin, lui, file sans un mot, le visage fermé.

« *Il est très difficile d'évaluer l'impact isolé de ce genre de formule*, reconnaît M^{me} Biet. *Mais les retours sont très positifs, lorsqu'on en reparle en entretien individuel. On leur donne des éléments de réflexion, et on leur prouve qu'ils ont la capacité de réfléchir.* »

- **Compte Twitter de la Préfecture de Seine-et-Marne / Tweet du 30/11/2017**
<https://twitter.com/Prefet77/status/936168528612388864>

 **Préfet de Seine-et-Marne**  Suivre 

Atelier tour #FranceEgalite à #Hopital #Jossigny : prise en charge par unités Médico Judiciaires & services gynécologie des #victimes #ViolencesFaitesAuxFemmes . Avec questionnaire systématique des #femmes admises pour grossesse. protocole "TRAQUE"



01:42 - 30 nov. 2017

9 Retweets 17 J'aime 

 Egalité FH, Seine-et-Marne, Pôle Presse Dept77 et 2 autres

  9  17

- **Tour de France de l'égalité / Post sur Facebook du 23/11/2017 :**

<https://www.facebook.com/GHEFsitedeMLV/photos/a.198293250365755.1073741828.181436062051474/706951169499958/?type=3&theater>



Grand Hôpital de l'Est Francilien - Site de Marne la Vallée

Publié par Delphine Buffet (?) · 23 novembre 2017 · €

...

TOUR DE FRANCE DE L'ÉGALITÉ

Le **Grand Hôpital de l'Est Francilien (GHEF)** accueille tout au long de l'année des femmes victimes de violences. Afin d'améliorer leurs prises en charge, les professionnels du GHEF ont lancé un protocole de recherche permettant de repérer très rapidement parmi les femmes enceintes suivies dans les services de gynécologie celles qui sont victimes de violences de tous types. Une fois identifiées par les personnels de gynécologie-obstétrique, elles sont mises en contact avec l'Unité Médico-Judiciaire du GHEF.

Dans le cadre du Tour de France de l'Égalité, mis en place par le Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, la Délégation Départementale aux Droits des Femmes de Seine-et-Marne et le GHEF organisent le mercredi 29 novembre prochain de 9h à 12h, un temps d'échange pour le grand public et les professionnels de santé sur ce sujet tristement d'actualité.

Cette matinée organisée au sein du GHEF sur le site hospitalier de Marne-la-Vallée (2-4 Cours de la Gondoire - 77600 JOSSIGNY) s'articule autour de 2 ateliers (9h-10h30 et 10h30-12h) et se tiendra en salle polyvalente (rez-de-chaussée) de l'établissement.

Ecouter, Dialoguer, Entendre, tel est le fil rouge de chaque atelier :

Ecouter : Des panneaux reprenant des récits de victimes,
 Entendre : une courte présentation du protocole TRAQUE-VFF, lancé au sein du GHEF et des récits de victimes sollicitées,
 Dialoguer : Que faire après le recueil de la parole, les conseils donnés aux victimes, les orientations et de brèves communications des professionnelles impliquées.

Nous aurons l'honneur d'accueillir pour l'occasion, Monsieur Paul Vitani, Délégué Départemental aux Droits des Femmes pour la Seine-et-Marne.

L'entrée est libre pour le grand public et les professionnels de santé.

Nous vous y attendons nombreuses et nombreux.

#GHEF #EGALITE #TOURDEFRANCEDELEGALITE #UMJ



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT D'ÉTAT
CHARGÉ DE L'ÉGALITÉ
ENTRE LES FEMMES
ET LES HOMMES

Égalité
femmes/hommes.
Une bonne fois
pour toutes.

- Documentaire audio – France Culture du 19/12/2016
Les combattantes : sortir des violences faites aux femmes
Après le silence (2/4) du 20/12/2016

<https://www.franceculture.fr/emissions/lsd-la-serie-documentaire/les-combattantes-sortir-des-violences-faites-aux-femmes-24-apres>

france culture
Programmes Podcasts Rechercher...

Accueil » Émissions » LSD, La série documentaire » Les combattantes : sortir des violences faites aux femmes (2/4) » Après le silence

LSD, La série documentaire par Perrine Kervran
du lundi au jeudi de 17h03 à 18h

Documentaires

Les combattantes : sortir des violences faites aux femmes (2/4)
Après le silence
20/12/2016

54min

PODCAST
EXPORTER

f
t
v

Dans la même série : Les combattantes : sortir des violences faites aux femmes

19/12/2016

Les combattantes : sortir des violences faites aux femmes (1/4) : Tout commence par les mots

LSD, LA SÉRIE DOCUMENTAIRE

Et si le langage était le révélateur de la pensée d'un individu ?

Recourir au langage pour renoncer à la violence. Le langage est bien plus qu'une question de langue. Il est l'outil indispensable et nécessaire. Celui qui permet de sortir du silence.

Dessin à la pierre noire · Crédits : Laure Salmons, artiste plasticienne

20/12/2016

Les combattantes : sortir des violences faites aux femmes (2/4) : Après le silence

LSD, LA SÉRIE DOCUMENTAIRE

Recourir au langage pour renoncer à la violence. Le langage est bien plus qu'une question de langue. Il est l'outil indispensable et nécessaire. Celui...

Une série documentaire de Johanna Bedeau, réalisée par Marie-Laure Ciboulet

La violence provoque chez les femmes et les enfants qui en sont les témoins, des traumatismes profonds. Ne pas mettre de mot entraîne de graves conséquences.

Un service d'urgence médico-judiciaire de Marne-la-Vallée encadré par le Dr Marc où l'on recueille les premières preuves attendues par la police, une équipe qui informe et rassure en parallèle les victimes et une psychiatre fondatrice de l'[association Mémoire traumatique](#) et victimologie qui redonne goût à la vie dans son cabinet de la région parisienne.

A chaque étape, ces praticiens luttent contre les violences faites aux femmes par la force des mots.

Avec :

- **Kinanda, Marie**
- **Muriel Salmona** (psychiatre et fondatrice de l'association Mémoire traumatique et victimologie)
- **Bernard Marc** (médecin légiste, service d'urgence médico-judiciaire du Centre Hospitalier Marne-la-Vallée et les patientes)
- **Christophe Gesset** (direction de la police judiciaire)
- **Isis Hanafy** (psychologue clinicienne)
- **Lucie et Maho** (les écoutantes du Collectif féministe contre le viol et les infirmières du service d'urgence médico-judiciaire du Centre Hospitalier Marne-la-Vallée)

“ L'écoute de la parole de la victime, c'est le premier moment de reconnaissance. ”

“L'image qu'on a des victimes de violences sexuelles est tellement dégradée, que je n'arrivais pas à me dire que j'étais une victime. J'ai mis beaucoup de temps avant d'accepter de dire ça. (...) Ce qui est encore très difficile aujourd'hui, c'est d'accepter que ça aura été mon histoire. Je ne peux rien y changer.”

Pour aller plus loin :

- [70% des femmes dans le monde sont victimes de violences au cours de leur vie](#) (un article d'Antoine Guerrier, 25.11.2016)



21/12/2016

Les combattantes : sortir des violences faites aux femmes (3/4) : Les survivantes

LSD, LA SÉRIE DOCUMENTAIRE

Le viol, catégorisé depuis 2008 comme une "tactique de guerre" par le Conseil de sécurité des Nations unies, passe encore aujourd'hui en dernier dans les...



22/12/2016

Les combattantes : sortir des violences faites aux femmes (4/4) : Violences à Cologne, entre stupeur et tremblement

LSD, LA SÉRIE DOCUMENTAIRE

- **Le Parisien du 26/11/2015**

Le personnel de l'hôpital de Marne-la-Vallée formé au dépistage

<http://www.leparisien.fr/espace-premium/seine-et-marne-77/le-personnel-de-l-hopital-de-marne-la-vallee-forme-au-depistage-26-11-2015-5313113.php>



Seine-et-Marne

Bernard Marc

hôpital de Marne-la-Vallée

Meaux

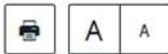
victime

blessure

violence

Le personnel de l'hôpital de Marne-la-Vallée formé au dépistage

🏠 > Le Parisien > Seine-et-Marne | 26 novembre 2015, 7h00 | [f](#) [t](#) [o](#)



« Il ne faut pas seulement mettre des points de suture, résume le docteur Bernard Marc, chef de service de l'unité médico-judiciaire de l'hôpital de Marne-la-Vallée. Nous avons des gestes techniques mais il faut aussi se demander pourquoi il y a cette blessure ». En trente ans, il a vu passer dans son service des milliers de victimes de violences conjugales adressées par la justice pour expertise dont 520 en 2015, soit 16,5 % de son activité.

« Mais ce n'est que le côté immergé de l'iceberg, explique-t-il. Souvent les femmes cachent la raison de leurs blessures. Il faut que le chirurgien s'interroge sur la fracture qu'il répare, que le gynécologue se demande pourquoi cette femme enceinte se plaint de contractions. Une conduite addictive peut aussi interpeller ». Voilà pourquoi depuis septembre il s'est lancé dans une initiative unique : la formation du personnel soignant de l'hôpital au dépistage des violences conjugales. Elle sera effective en janvier et se généralisera à Meaux et à Coulommiers. Cette formation repose entre autres sur un dépistage rapide via un questionnaire en cinq points. « On demande à la victime si elle a déjà été rabaissée, si elle a déjà eu peur de son conjoint, s'il a été violent, explique le médecin. Mais nous informons aussi les victimes et surtout nous les rassurons ».

- **Manifestation CEGORIF 2018**

<http://www.cegorif.fr/congres/cegorif-2018/CEGORIF-PROGRAMME-2911.pdf>

Les Violences obstétricales – Formation obstétricale par simulateur – Dr Estelle Waffo

Quoi de neuf dans nos maternités – Résultats préliminaires de l'Etude TRAQUE – Violences faites aux femmes – Dr Bertrand Marc & Mélanie Leclère (Psychologue clinicienne)

- **Formations :**

Violences Conjugales : 4/12/2014

<https://forensience.wordpress.com/formation-4-decembre-2014/>